



**OBJET : PONTET 33 REFECTION ET MODIFICATION DU GABARIT DE LA TOITURE
RÉNOVATION ET MISE EN CONFORMITE D'UNE STRUCTURE DESTINEE A LA PREPARATION DE REPAS, MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS TECHNIQUES ET DE LA SECURITE AEA**

Mandat d'architecte phase 4.31, 4.32, 4.33, 4.41, 4.51, 4.52, 4.53 et 4.61

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

REFERENCE:

Procédure ouverte à un tour / *sur invitation*

CAHIER DES CHARGES

TABLE DES MATIERES

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT
2. INFORMATIONS GENERALES.....
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE.....



DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE : consultables et téléchargeables sur le site <http://www.simap.ch> ou par courrier ou courriel en format PDF.

Nr Annexe	Nom de l'annexe	Actions du soumissionnaire
B1	Dossier d'appel d'offre	A nous retourner remplie
	Etiquette d'attestation	A apposer obligatoirement sur l'enveloppe contenant les attestations
	Etiquette de soumission	A apposer obligatoirement sur l'enveloppe contenant l'offre
Q8+	liste de références et leurs caractéristiques	A nous retourner remplie
R6	planification des moyens	A nous retourner remplie
R8	répartition des tâches et des responsabilités pour l'exécution du marché	A nous retourner remplie
R9	qualifications des personnes-clés désignées pour l'exécution du marché	A nous retourner remplie
R14	degré de compréhension du cahier des charges et des prestations à exécuter	A nous retourner remplie
N° 31-D591_0001_1	Plan 1 ^{er} sous-sol	Pour consultation
N° 31-591_0000_2	Plan rez-de-chaussée	Pour consultation
N° 31-D591_0100_1	Plan 1 ^{er} étage	Pour consultation
N° 31-D591_0200_1	Plan 2 ^{ème} étage	Pour consultation
Plan	Plan coupe A-A	Pour consultation
00 Rapport PONT	Rapport de l'architecte M. Yves Janet	Pour consultation
01 Audit CVSE PONT	Audit préliminaire CVSE d'Energys	Pour consultation
01 Audit cuisine de production	Audit succinct locaux de cuisine de production de SchémaTec	Pour consultation

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

•



1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT

L'OCBA organise un appel d'offre en *procédure ouverte/sur invitation* à un tour

pour le projet de la *réfection / modification du gabarit de la toiture et la mise en conformité d'une structure destinée à la préparation de repas, la mise en conformité des installations techniques et de la sécurité AEAI*.

Type de mandataires recherché et aptitudes particulières

La procédure est ouverte à tous les architectes établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent l'une des deux conditions suivantes :

- être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, d'un diplôme des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) de l'Académie d'architecture de Mendrisio, ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel : Registre des architectes et ingénieurs A ou B du REG (Fondation suisse des registres des ingénieurs, des architectes et des techniciens), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.



2. INFORMATIONS GENERALES

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Département des Infrastructures (DI)
Office cantonal des bâtiments
Bd Saint-Georges 16
Case postale 32
1211 Genève 8

2.2 Nature et importance du marché

2.2.1 Objet

Bâtiment Pontet 33.

2.2.2 Descriptif

Les travaux consistent en la réfection complète de la toiture et le changement de gabarit de cette dernière. L'enveloppe du bâtiment sera à traiter avec une mise en conformité complète selon les normes en vigueur accrues (THPE).

Les installations techniques du bâtiment (CVSE), ainsi que les aspects sécurités devront impérativement être revus.

Les locaux du rez, occupé par une société de préparation de repas dont la capacité de production est de 3'000 à 4'500 repas/jours/7, ainsi que le sous-sol devront être entièrement assainis et mis en conformité, notamment en ce qui concerne les normes d'hygiène pour les cuisines industrielles.

La cuisine professionnelle est propriété de l'entreprise qui occupe les locaux. Un travail devra être entrepris avec l'utilisateur afin de déterminer la manière de conserver, modifier ou rénover cette cuisine. Cet aspect et la prise en charge financière n'est à ce jour pas arrêté. **Les budgets avancés dans l'audit cuisine pour le renouvellement des appareils ne sont pas à prendre en compte dans le présent appel d'offre.**

Le bâtiment devra être entièrement dépollué.

Remarques : L'appel d'offre est accompagné d'audits préliminaires, qui donnent une vision des travaux à entreprendre. Les positions prises dans ces audits ne sauraient être un engagement pris sur les choix futurs.

2.2.3 Programme

Les travaux sont à réaliser en site inoccupé, les locataires devront quitter les locaux durant la durée des travaux. La planification devra être optimisée afin de limiter la durée de ces déménagements. Une réflexion devra avoir lieu, afin de déterminer si des améliorations fonctionnelles doivent être apportées.

Les travaux pourront débuter dès le mois de septembre 2021 date à laquelle les théâtres auront déménagé provisoirement.

2.2.4 Situation foncière



Le bâtiment est propriété de l'Etat de Genève.

2.2.5 Coût estimé de l'opération

Le coût estimé de l'opération est le suivant : **11 millions HT**, sans installation de cuisine.

2.2.6 Prestations du mandataire

Selon prestations, du cahier des charges (document B1).

Les honoraires seront rémunérés au coût des travaux. Les candidats devront fournir la méthode de calcul avec les différents facteurs, ainsi que le tarif horaire.

Prestations spéciales 4.32

- Elaboration d'un calendrier détaillé par CFC pour la construction selon modèle OCBA (base MS Project 2010).
- Situation financière par projet (cuisine et toiture).

Prestations spéciales 4.33

- Expertises avant travaux pour les questions d'HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques), de PCB (polychlorobiphényles) et d'amiante.
- Rédaction de documents pour demandes de subvention énergétique.

Prestations spéciales 4.41

- Appels d'offres selon procédures AIMP avec établissement de rapports d'adjudication.
- Suivi du calendrier de l'exécution et des soumissions par CFC selon modèle OCBA (base MS Project 2010).
- Situation financière par projet (cuisine et toiture).

Prestations spéciales 4.51

- Situation financière par projet (cuisine et toiture).

Prestations spéciales 4.52

- Situation financière par projet (cuisine et toiture).

Prestations spéciales 4.53

- Etablissement de plans conformes à l'ouvrage réalisé selon standards OCBA (XCAD), à remettre en fin de chantier à l'OCBA au format DWG (mettre sur tous les cahiers).
- Etablissement de dossiers de plans et décomptes pour subvention énergétique.
- Situation financière par projet (cuisine et toiture).

2.2.7 Délais

Les délais suivants sont demandés :

Rénovation toiture : étude et appel d'offres, immédiats. Réalisation selon déménagement des théâtres, soit septembre 2021.

Rénovation cuisine : étude et appel d'offres, immédiats. Réalisation selon déménagement de la société locataire spécialisée dans l'élaboration et la livraison de repas destinés aux enfants.

Prestations spéciales générales

Commandes, métrés, paiements à traiter sur chaque site séparément par bâtiment.



3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard le : **20 septembre 2019**

auprès du

Département des infrastructures
Office cantonal des bâtiments

par la poste

Case postale 32, 1211 Genève 8

en personne

Saint-Georges Center
Boulevard Saint-Georges 16, 1205 Genève
à la réception de l'office des bâtiments, du lundi au vendredi
de 8:30 à 12:00 et de 14:00 à 16:30

Les attestations seront remises en même temps que les offres mais **sous pli fermé séparé, muni des étiquettes jointes en annexe.**

Dossier expédié par la poste : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier et sous format électronique en un exemplaire.

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis de l'étiquette en annexe.

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant;
- proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects



relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002).

3.4 Inscription et demande du dossier

☒ Le dossier est téléchargeable sur le site Internet SIMAP.CH.

3.5 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription ni frais de dossier.

3.6 Motifs d'exclusion

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- le dossier est présenté dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur ;
- le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire, peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.7 Conflit d'intérêt

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêt est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

3.8 Incompatibilité

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).



Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués qui ne sont pas autorisés à participer à la procédure, selon les conditions précitées :

Nom de la personne, de l'entreprise ou du bureau	Type de prestations
Yves Janet	Etude de faisabilité
M .Serafin, Serafin Architectes Associés	Organisation de l'appel d'offres

3.9 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

3.10 Association de bureaux

- ☐ L'association de bureau n'est pas admise
☒ L'association de bureau est admise

3.11 Sous-traitance

- ☒ La sous-traitance n'est pas admise
☐ La sous-traitance est admise, mais ne doit pas dépasser le% du marché.

3.12 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée est le français

3.13 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est **le franc suisse (CHF)**.

3.14 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

3.15 Durée de validité de l'offre



La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre.
Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

3.16 Variante d'offre

Les variantes d'offre ne sont pas admises et ne seront donc pas prises en considération pour l'évaluation multicritères et lors de la décision d'adjudication.

3.17 Indemnisation

- ☒ L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité
- ☐ L'élaboration du dossier donne droit une indemnité de CHF.....

3.18 Marché divisé en lots

L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser les prestations par étapes.

Tranches fermes / ~~tranches conditionnelles~~

3.19 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

3.20 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.



4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

4.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

- l'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94: *OUI / ~~NON~~*
- l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002 : *OUI / ~~NON~~*;
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01;
- la Loi cantonale d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0);
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007(L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.



4.3 Délais pour les questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le :

6 septembre 2019

auprès de

☒ www.simap.ch / lien « Télécharger les documents » dans la colonne de droite "options" de la page des résultats de recherches des marchés publics. Entrer code d'accès et aller sur l'onglet "questions sur l'appel d'offres" puis aller sur "poser une question"

☐ Courrier ou courriel adressé à :
Département des Infrastructures
Office cantonal des bâtiments
16, bd Saint-Georges
Case postale 32
1211 Geneve 8
Contact :
Email :

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé.

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable, soit par voie postale, soit sous la forme électronique (e-mail), et donnera également la réponse aux autres candidats. L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.4 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution

☒ Une visite du site sera organisée le

26 août 2019 à 11 h 00

☐ Aucune séance d'information et/ou visite du site d'exécution n'est envisagée durant la procédure d'appel d'offres.

4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidature. L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

4.6 Audition des candidats

☐ Une audition des candidats sera organisée le à.....

☒ Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations

douteuses ou imprécises

4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont les suivants :

CRITERES D'ADJUDICATION	PONDERATION
Compréhension de la problématique	15 %
Références du candidat	20 %
Organisation du candidat	20 %
Qualité économique globale de l'offre <ul style="list-style-type: none">• prix (25 %)• crédibilité du prix (heures, tarifs...) (15 %)	40 %
Formation dispensée par le candidat	5 %

4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la **méthode linéaire**, avec la formule suivante:

$$\text{Note du candidat} = 5.0 - (H \text{ offerts} - H \text{ min.}) / (H \text{ moyen} - H \text{ min.})$$

H offerts : montant des honoraires offerts en francs

H min. : montant des honoraires offerts selon l'offre la plus basse reçue

H. moyen : moyenne des honoraires offerts (avec ou sans évacuation des montants extrêmes) ou montant des honoraires de références calculés sur la base du taux horaire moyen défini par le Maître d'ouvrage

4.11 Notation du temps consacré pour l'exécution du marché

L'adjudicateur a l'intention de noter les offres sous l'angle du temps consacré pour exécuter le marché.

4.12 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Nom / prénom	Société / Fonction /profession	Suppléant
M. Bernard Wenger	DI, office cantonal des bâtiments. Chefs de projets	M. Xavier Chéron
Mme Natacha Berger	DI, service achat et contractualisation	Mme Frédérique Gency
Mme Leslie Petrucci	Architecte indépendante	
M. Yves Janet	Architecte indépendant	
M. Serge Serafin	Organisateur de l'appel d'offres	

4.13 Modifications de l'offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

4.14 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont le dossier est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats.

4.15 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat



qui a l'intention de déposer un recours.

4.16 Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;

Le recours doit être interjeté devant la Chambre administrative de la Cour de Justice dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

4.17 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication; le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le contrat sera établi conformément aux modèles de contrat de mandat et aux conditions générales du contrat de mandat de l'OCBA. Subsidiairement les clauses du règlement SIA 102, 103, 108, etc. sont applicables.

Clauses contractuelles particulières :

- néant.